

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2419>



Denis Thomas sur les services publics

- FSU - CDFN - CDFN 2017-2018 - CDFN Septembre 2017 -



Date de mise en ligne : lundi 25 septembre 2017

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Le déchiquetage méticuleux des SP se poursuit et celui des entreprises de service public également comme à la Poste et la SNCF avec, à l'ordre du jour la dénaturation des missions, le recours massifs à la précarité, la remise en cause des statuts, les mises en souffrance des personnels avec l'exemple dramatique des suicides à la Poste et on voit bien ici le très mauvais coup porté aux salarié-es par la suppression des CHSCT.

La volonté politique de tailler toujours plus dans la dépense publique se traduit par des coupes budgétaires annoncées et par une batterie de mesures régressives pour les agentes et les agents que Bernadette a évoquée. La volonté politique de mettre à mal le statut de la FP et les SP est également d'actualité avec les projets de décorrélation du point d'indice et la privatisation de missions comme celle du contrôle de vitesse. Concernant la réforme annoncée des retraites, la nomination comme pilote de Delevoye, un des maîtres d'oeuvre avec Fillon des dégradations de 2003, montre que la mise à mal des retraites des fonctionnaires est aussi dans le collimateur.

C'est dans ce contexte que le gouvernement lance ce 29 septembre une nouvelle étape de la réforme de l'état avec son plan "Action publique 2022 ».

Il s'agirait d'un mix entre la RGPP de Sarkozy et la MAP d'Hollande. L'économiste Philippe Aghion est pressenti pour le pilotage. Il est favorable à la déréglementation du marché des biens et à la libéralisation du marché des services, à la flexisécurité, à la poursuite de la financiarisation de l'économie... Il prône entre autre le un sur deux, la suppression des contrats aidés dans le secteur non marchand... et la nécessité de "s'attaquer au millefeuille territorial" en engageant une fusion entre département et intercommunalité notamment à Lyon, Lille, Marseille et Paris avec un résultat estimé de suppression de 20 000 postes de fonctionnaires territoriaux, Il propose également que les maires et employés municipaux dans "les régions rurales" deviennent "des employés des intercommunalités"...

Bref, tout cela colle parfaitement avec les projets Macron dont celui de la suppression de d'emplois publics.

Dans la période, les enjeux sont extrêmement forts pour l'ensemble des salarié-es, les précaires, les chômeuses et chômeurs, les retraités, les jeunes.

L'appel unitaire à la mobilisation le 10 dans la FP est une bonne chose et il faut rappeler le rôle actif joué par la FSU dans cette construction.

Cependant, le 10 reste à réussir car si l'implication dans les mobilisations interprofessionnelles reste à construire sur nos secteurs, le bout Fonction Publique l'est également. Même si toutes les raisons objectives de se mobiliser existent, on en est pour l'instant pour nombres de collègues à des annonces (carence, suppressions de postes..), à des redites (gel indice) ou à des non applications de dispositifs qui restent malgré tout un peu flous (PPCR...)

Un appel ferme à la grève le 10 est indispensable pour pointer la hauteur des enjeux **comme l'est la construction des suites** et dans cette perspective, une forte campagne unitaire FP /SP en direction des personnels mais aussi en direction de l'opinion publique doit être engagée car si le sondage Harris auquel Bernadette a fait référence est favorable aux SP, il va falloir traduire cela en exigences sociales fortes et en initiatives portées le plus largement possible par la population.

Donner des perspectives en termes de salaires, d'emplois, de conditions de travail, de lutte contre la précarité, d'exigence de SP et de protection sociale renforcée passe par une démarche unitaire, dont la FSU et toutes ses composantes pourraient être à l'initiative.

Il faut donc se mettre en capacité de mener ce travail de conviction et pour se faire participer activement aux cadres collectifs de convergence porteurs de la riposte sociale.